

L'inexorable ghettoïsation des Roms bulgares

> **Bulgarie** A Pazardjik, dans le sud, vivent les Roms les plus pauvres et les plus ostracisés du pays

> Certains sont suspectés de sympathies pour l'islam radical

Alexandre Lévy PAZARDJIK

Non, ce n'est pas un check point, mais ça en a tout l'air: difficile de contourner le poste de police situé à l'entrée du quartier d'Iztok à Pazardjik (sud de la Bulgarie), juste en face de l'école. Une quinzaine de fonctionnaires entassés dans des locaux exigus et mal éclairés, deux Lada hors d'âge pour les patrouilles et, à en croire son jeune commissaire, beaucoup de bonne volonté pour travailler dans cette véritable ville dans la ville.

Avec ses quelque 20 000 habitants (Pazardjik en compte 68 000), Iztok a la triste réputation d'être le ghetto tzigane le plus pauvre du pays, où le taux de chômage avoisine les 90%. Cordial et souriant, le commandant nous reçoit dans son bureau pour nous expliquer la seule règle lorsqu'on vient visiter ce quartier pas comme les autres: ne jamais s'y attarder la nuit et toujours être accompagné par un «local». Mais son visage se tend lorsqu'on essaie d'évoquer plus en détail son travail dans un contexte de tensions ethniques grandissantes dans le pays. Et surtout depuis qu'Iztok, suspecté d'être un nid de djihadistes, est apparu sur le radar du contre-espionnage bulgare. Il ne veut pas de problèmes; il dit qu'il en a suffisamment comme ça.

Depuis bientôt un mois, la Bulgarie – pays multiethnique et fier de son «modèle» – est agitée par une série de violences à caractère raciste contre les Roms. Tous les jours, des incidents sont rapportés ici ou là, qui semblent tous obéir à un scénario écrit d'avance: une altercation qui dégénère, puis des renforts qui arrivent pour dénoncer la «criminalité tzigane» et n'hésitent pas à en venir aux mains, ce qui a pour résultat que des quartiers entiers vivent désormais en état de siège.

A Iztok, policiers comme habitants craignent d'être «des prochains sur la liste». «Les violences? C'est le fait de véritables commandos punitifs. Leurs membres sont



Des Roms manifestent devant un tribunal où ont été jugées des personnes accusées de prêcher l'islamisme radical. Pour la sociologue Antonina Jeliakova, la rupture des relations entre Roms et Bulgares, qui vivaient avant en bonne harmonie, est définitive. PAZARDJIK, 19 MARS 2014

recrutés parmi les ultras de foot, les nationalistes et les militants d'extrême droite. Ils vont là où on leur dit d'aller et disent ce qu'on leur dit de dire», assène Dimitar Assenov, à la tête d'une association d'aide sociale dans le quartier. Une trentaine de leva (la moitié en euro), tel serait le salaire journalier de ces jeunes aux cheveux ras pour «casser du Tzigane» à la commande. Mais pour le compte de qui? «En prendre aux Roms est toujours porteur dans ce pays. Pour les nationalistes et les opportunistes. Mais aussi pour les grands partis, pour qu'ils puissent se poser en protecteurs des minorités», poursuit-il.

«Bienvenue dans un monde parallèle», lance encore notre guide. Derrière les vitres de sa petite voiture rouge défilent les images du ghetto, toujours difficiles à traduire en mots, tant elles sont chargées de misère et de dénuement. Mais aussi de contrastes. Les maisons en terre battue sans eau courante ni électricité laissent la place à de petits palais peints de couleurs vives bardés d'antennes satellite. Ce sont les maisons des familles qui ont réussi, à savoir qui mendient en Europe de l'Ouest, m'explique Dimitar Assenov. Plus loin, des enfants jouent

dans la boue, des chiens aux allures menaçantes errent à travers les tas d'immondices qui jonchent les ruelles. Des éclats de voix et de la musique retentissent autour de braseros improvisés. Des échoppes vendent des produits de contrebande. On remarque aussi les vitrines chargées d'or et de bijoux des prêteurs sur gages, les véritables caïds des ghettos.

«Les Roms sont de pauvres hères, facilement manipulables, mais pas des djihadistes»

Iztok grouille de monde. Des hommes, des femmes et des enfants de tous âges, qui semblent vivre dans la rue, nous fixant avec leurs yeux de braise, incrédules tant notre présence parmi eux leur apparaît comme irréaliste. Mais aux abords de la mosquée Abou Bakr, plus connue comme la «mosquée verte», ces regards deviennent plus durs, menaçants même. C'est ici que, le 25 novembre 2014, des hommes lourdement armés de la

DANS, l'agence de contre-espionnage bulgare, ont fait irruption pour arrêter une dizaine de personnes. Le lendemain, sept d'entre elles, dont l'imam Ahmed Moussa, ont été inculpées pour diffusion des idées du groupe djihadiste Etat islamique (EI). Des drapeaux et commentaires islamistes publiés sur la Toile, et même une vidéo jouée par des enfants et mimant l'exécution d'un otage, figurent parmi les éléments à charge.

Mais Dimitar Assenov a une autre explication de cette affaire. «Tout cela est pour de l'argent. Les Roms sont de pauvres hères, facilement manipulables, mais pas des djihadistes», dit-il. Selon lui, certains habitants d'Iztok sont bien tombés dans les filets d'islamistes venus d'ailleurs. C'est alors que sont apparus ces barbus habillés en salafistes et même des femmes en niqab – du jamais-vu ici. A Pazardjik, la rumeur dit que des fondations islamistes rétribuent les Roms selon un tarif bien précis: une centaine d'euros pour le port de la barbe, 150 pour une nouvelle recrue, 200 pour le voile intégral. Et que, pour éviter d'être remontés par la police, ces transferts d'argent se font de main à main via de mys-

térieux émissaires qui donnent leurs rendez-vous dans les fast-foods de l'autoroute vers Istanbul.

Enfin, Dimitar Assenov nous montre l'immeuble dans lequel il vit: un HLM lépreux aux caves inondées, où l'eau courante n'arrive qu'au troisième étage faute de pression suffisante. Il nous raconte avec nostalgie ces années où Roms et Bulgares vivaient ensemble, en bons voisins. Mais aussi ce long et insidieux processus de ghettoïsation alimenté par un racisme de plus en plus décomplexé et une pression immobilière savamment distillée. Résultat: tout le monde a fini par rejoindre les siens, dans la méfiance réciproque puis l'animosité.

Sociologues et anthropologues ne disent pas autre chose. Pour Antonina Jeliakova, du Centre international d'études des minorités de Sofia, la rupture des relations entre Roms et Bulgares est définitive. «Ce qui nous attend est une cohabitation difficile et hostile, à l'instar de l'Afrique du Sud ou des ghettos noirs aux Etats-Unis», disait-elle bien avant les événements récents. Sa voix, comme celle de tant d'autres, n'a visiblement pas été entendue.

Enfants violés, châtrés, jetés dans les flammes

> **Afrique Cri**
d'alarme de l'Unicef

AFP

Les forces armées qui s'affrontent au Soudan du Sud ont perpétré des crimes atroces contre des enfants: émasculations, viols et d'autres tortures, a rapporté l'Unicef. «Des survivants ont raconté qu'on a laissé saigner à mort des garçons émasculés... Que des filles d'à peine 8 ans ont été violées collectivement puis assassinées», a déclaré Anthony Lake, le directeur général de l'agence de l'ONU pour l'enfance, dans un communiqué publié cette semaine. «Des enfants ont été attachés ensemble avant que leurs agresseurs ne leur tranchent la gorge... D'autres ont été jetés dans des bâtiments en feu», a-t-il ajouté.

Des dizaines de milliers de personnes auraient été tuées au cours de la guerre civile qui déchire le Soudan du Sud depuis dix-huit mois, même s'il n'existe pas de bilan officiel. Au moins 129 enfants ont été tués le mois dernier dans l'Etat d'Unité, dans le nord du pays, théâtre des combats parmi les plus violents du conflit, a ajouté l'Unicef.

Celui-ci a éclaté en décembre 2013, avec des combats au sein de l'armée sud-soudanaise, fracturée le long de lignes politico-ethniques par la rivalité à la tête du régime entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar. Cette guerre a été caractérisée par des massacres ethniques attribuables aux deux camps, des viols et l'emploi d'enfants soldats.

«Séquences psychologiques»

«La violence contre les enfants au Soudan du Sud a atteint un nouveau sommet dans la brutalité», a ajouté Anthony Lake. «Des enfants sont aussi recrutés à un rythme alarmant dans les groupes armés des deux côtés – environ 13 000 ont été contraints de participer à ce conflit dont ils ne sont pas responsables», a ajouté le directeur général. «Vous pouvez imaginer les séquelles physiques et psychologiques sur ces enfants – pas seulement celles liées à la violence qui leur a été infligée mais aussi à la souffrance qu'ils ont dû infliger à d'autres.»

L'ONU a averti que quelque 250 000 enfants risquaient de mourir de faim, tandis que les deux tiers des 12 millions d'habitants du pays ont besoin d'aide et que 4,5 millions d'entre eux risquent de manquer gravement de nourriture.

Jérôme Cahuzac sera jugé en correctionnelle

> **France Fraude**
fiscale et blanchiment

L'ex-ministre socialiste français du Budget Jérôme Cahuzac va être traduit prochainement en justice, selon une source judiciaire. Il était chargé de lutter contre la fraude fiscale et a été contraint à la démission en 2013 pour avoir caché l'existence d'un compte à l'UBS.

Jérôme Cahuzac sera jugé devant un tribunal correctionnel notamment pour fraude fiscale et blanchiment, tout comme son épouse Patricia, dont il est séparé, a précisé vendredi cette source judiciaire. Il risque jusqu'à 7 ans d'emprisonnement, 2 millions d'euros d'amende, ainsi qu'une peine d'inéligibilité.

Après l'avoir longtemps nié, Jérôme Cahuzac avait reconnu début avril 2013 devant des juges d'instruction avoir ouvert un compte en Suisse chez la banque UBS en 1992, via une de ses connaissances. **AFP**

Les lépreux sont toujours victimes de discriminations

> **Droits humains** Malgré l'existence de traitements, les personnes atteintes par la lèpre demeurent ostracisées

Wu Yao Qiang est un homme d'une cinquantaine d'années apparemment en bonne santé. Atteint par la lèpre à l'âge de 19 ans, il est aujourd'hui guéri et ne souffre d'aucune infirmité visible. Il vit pourtant dans un village de lépreux, dans la province chinoise du Guangdong. «Il est très difficile de trouver un travail lorsqu'on a eu la lèpre», explique-t-il. Avec l'association dont il fait partie, il a participé à la création de vergers de manguiers, dans l'espoir d'améliorer ses revenus. «Mais dès lors que les acheteurs connaissent l'origine de nos fruits, ils ne veulent pas en donner un bon prix. Il m'est arrivé de me faire mettre à la porte d'un marché, parce que des gens m'avaient reconnu et savaient que je venais d'un village de lépreux.»

Comme Wu Yao Qiang, de nombreuses personnes touchées par la lèpre font l'objet de discriminations, et cela même après leur guérison. Une situation dénoncée par la Fondation Nippon (japonaise), active depuis plus de quarante ans dans la lutte contre la lèpre, et qui

organisait jeudi à Genève un symposium sur les atteintes aux droits humains liées à cette maladie.

Déjà mentionnée dans la Bible, la lèpre est une des maladies les plus anciennement reconnues. Causée par une bactérie, le bacille *Mycobacterium leprae*, elle touche les nerfs, la peau et les muqueuses et peut entraîner de graves infirmités en l'absence de traitement. En raison de leurs déformations physiques et de la crainte d'une contagion, les personnes touchées par la lèpre ont de tout temps été rejetées et souvent placées de force dans des léproseries.

Accès à l'école refusé

On sait pourtant aujourd'hui que la lèpre n'est pas très contagieuse. Elle n'est transmise que lors de contacts étroits et fréquents avec une personne infectée. Par ailleurs, un traitement efficace existe depuis les années 1980. Connue sous le nom de polychimiothérapie (PCT), il a été distribué gratuitement aux malades dès 1995 par l'Organisation mondiale

de la santé (OMS), avec le soutien de la Fondation Nippon et de Novartis. Près de 16 millions de patients auraient ainsi été guéris de la lèpre au cours des vingt dernières années. Aujourd'hui, moins de 250 000 nouveaux cas sont décelés chaque année. Des foyers demeurent notamment en Inde, en Indonésie, au Brésil, à Madagascar ou encore au Mozambique.

«Avec l'arrivée des traitements, je pensais que les discriminations à l'encontre des personnes touchées par la lèpre allaient disparaître. Mais il n'en est rien», raconte Yohei Sasakawa, le président de la Fondation Nippon. Invité au symposium de Genève, Wu Yao Qiang rapporte encore que les enfants de son village se voient parfois refuser l'accès à l'école. S'il estime que le gouvernement local de sa province prend suffisamment soin d'eux, ce ne serait pas le cas partout: «Il existe dans les zones rurales des villages de lépreux livrés à eux-mêmes, les habitants ne recevant même pas de traitements», relate-t-il.

Cette situation n'est pas spécifique à la Chine. Une étude menée par la Fondation Nippon a identifié environ 800 colonies de lépreux en Inde, le pays le plus touché par la maladie. Même lorsqu'ils ne sont pas directement mis à l'écart, les lépreux et anciens lépreux peuvent rencontrer des difficultés dans l'accès aux traitements, à un emploi ou tout simplement à une vie de famille. Des malades venus des Philippines, du Maroc, du Ghana ou encore de Colombie étaient à Genève pour en témoigner.

Plus une priorité

En décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution appelant à l'élimination des discriminations contre les personnes atteintes par la lèpre et leur famille. Mais elle a jusqu'alors été insuffisamment mise en œuvre, d'après la Fondation Nippon qui essaie de mieux faire connaître le problème par le biais de ses symposiums – celui de Genève était le cinquième après des événements similaires au Bré-

sil, en Inde, en Ethiopie et au Maroc. «Les gouvernements concernés doivent faire des réformes législatives en faveur des droits des personnes atteintes par la lèpre et s'assurer qu'elles sont effectivement mises en œuvre», martèle Yohei Sasakawa.

«Le nombre de nouveaux malades détectés chaque année ne diminue pas aussi vite que nous le souhaiterions», indique le docteur Pemmaraju Ranganadha Rao, du programme global contre la lèpre de l'OMS. Il existerait un certain désintérêt des gouvernements, la maladie ne faisant plus partie des priorités de santé publique. Du fait de la stigmatisation persistante liée à la lèpre, des malades renoncent par ailleurs à demander de l'aide. «Au Maroc, personne ne parle de cette maladie. On fait comme si elle n'existait pas. Pourtant elle est bien là et c'est pour défendre les personnes qui en souffrent que je prends la parole», insiste Naïma Azzouri, de l'Association marocaine d'accompagnement des personnes atteintes par la lèpre. **Pascaline Minet**